

DOIT-ON DIFFERENCIER LA POLITIQUE MONETAIRE SELON LA SITUATION SPECIFIQUE À CHAQUE ECONOMIE NATIONALE¹

Michel MILANDOU, Economiste, Cesbc
Enseignant à la Faculté de Sciences économiques
Université Marien NGOUABI de Brazzaville (Congo)

Copyright © 2007 Michel Milandou

L'histoire de la politique monétaire donne de percevoir le glissement restrictif de son objectif. Jusqu'aux années quatre-vingts, l'objectif final de la politique monétaire pouvait être défini comme devant « contribuer à maîtriser les conditions d'une croissance optimale (faible inflation, plein emploi). Trop de crédits et de monnaie contribuent à alimenter une demande excessive de biens et services, susceptible d'engendrer une pression sur l'appareil productif, avec des risques de hausse des prix et de déficit extérieur. Inversement, peu de crédit et de monnaie peuvent limiter le développement de la demande à un point où les capacités de production ne seraient pas pleinement utilisées, et donc provoquer le sous-emploi et le chômage. »² De plus en plus cependant, le niveau des échanges et l'importance des contraintes de la concurrence ont conduit à une redéfinition de cet objectif qui a fini par se centrer sur la stabilité des prix.

Quelle que soit la place que les différents courants de pensée économique réservent à la monnaie, tous tendent à affirmer, à partir d'un point causal identique, l'influence quasi normale de toute variation de M sur P . La revendication conceptuelle porte alors sur le placement d'une variable comme déterminant dans la construction. La place de la variable monétaire ou non monétaire dans le raisonnement détermine la responsabilité ou le degré de responsabilité des autorités monétaires dans l'évolution du niveau général des prix ou simplement des prix. La détermination de cette responsabilité implique au premier niveau l'action à conduire et celui qui doit la conduire.

Toutefois les choses ne sont pas aussi simples. Prenons le cas où la responsabilité de l'augmentation des prix incombe à une variable non monétaire. La correction d'une telle situation peut aussi bien relever des Pouvoirs publics que d'autres acteurs dont l'implication dans la perturbation de l'équilibre des prix est attestée. Une telle difficulté vient du fait qu'il est malaisé de déterminer l'origine de l'évolution générale des prix. Le problème prend encore une autre dimension dans une économie sous-développée, où la relation « inflation - chômage » n'est pas évidente. Cette relation dans le système keynésien s'établit par l'efficacité marginale du capital dont les profits escomptés d'un investissement potentialisé conduirait l'investisseur à recourir à l'emprunt pour réaliser l'investissement ; ce qui a pour effet l'absorption d'une partie du travail non employé. Or l'inflation induit une baisse de la consommation donc, un climat défavorable autour des profits escomptés, un ralentissement de l'activité et pour tout couronner, cela crée des tensions sur le marché du travail.

Dans le contexte des économies actuelles de pénurie, l'inflation peut alors nourrir l'économie de la corruption à finalité politique. Le problème est réel, même si sa formalisation ou simplement sa quantification en terme de part de PNB affectée à cette économie n'est pas encore bien définie. L'existence de cette chambre basse du système

¹ Extrait de l'ouvrage de Michel Milandou à paraître.

² Patat, J.-P., Monnaie, institutions financières et politique monétaire, Paris, Economica, 5^e édition, 1993, p. 367.

productif révèle que dans l'étude de l'inflation, la détermination causale entre la monnaie et les prix a tout intérêt à relativiser l'importance des différentes causes monétaires ou non, « parce que l'interprétation courante de l'inflation soulève de nombreuses questions. »³

A. Inflation en économie africaine

Quels sont les objectifs de l'inflation⁴, paraît toujours être une interrogation, bien que surprenante, constructive dans le cadre des systèmes économiques nationaux africains. La question peut être traitée selon les situations économiques et dans le temps. Elle touche directement à la problématique de la liaison entre liquidité globale et prix dans leur interactivité à la croissance économique.⁵

Les situations économiques nationales seront considérées sur la base de la nature dominante de l'économie (économie de rente = exportation de matières premières), dans le temps (situation avant la rente et après la rente). Dans l'un ou l'autre cas, l'intervention des Pouvoirs publics prend la forme d'une politique budgétaire ou d'une politique monétaire. Ce qui conduit en outre à spécifier la place de chaque autorité monétaire dans l'évolution économique.

En économie en proie à des besoins de financement à contraintes différenciées, les pouvoirs publics n'ont pas toujours les mêmes hypothèses d'actions que les autres membres des autorités monétaires. Les premiers ont tendance à privilégier l'hypothèse d'une injection toujours supplémentaire de monnaie ; ce qui conduit inéluctablement à denier aux autres, la Banque centrale, sa fonction d'intervention et donc à poser la question de la justification de la politique monétaire.

Une analyse plus proche de la réalité peut seule éclairer sur ces aspects de la vie économique nationale en Afrique centrale, et donc aider à une meilleure vision de la politique monétaire de développement. Si la causalité $M \rightarrow P$ ne fait aucun doute, M ne rentre-t-il pas dans une stratégie globale de P aux fins d'assurer la croissance économique ?

Si les produits ne s'échangent plus contre les produits dans l'échange indirect, mais plutôt contre la monnaie, la quantité de monnaie en circulation déterminera la quantité de produits cédée en échange. D'où il s'ensuit que toute variation de monnaie entraînera une variation des prix ; d'abord dans le secteur où les produits sont les plus échangés, ensuite à terme dans les autres secteurs de produits ; car la monnaie ayant cette faculté de différer les échanges, contient du coup un facteur d'expansion des mouvements enclenchés. Ces mouvements ne sont pas tous de même sens, c'est cela qui permet de revenir à des situations plus équilibrées. Il existe donc une causalité entre l'évolution de la masse de monnaie en circulation et l'évolution des prix. Le problème pour les économies de notre étude de cas, revient seulement à considérer l'analyse des implications de cette causalité. Les conditions de sa fonctionnalité sont présentes. Elle serait donc valable. Les explications qu'on apporte sont plus de l'ordre prosaïque.

Les conditions générales des économies de l'Afrique centrale demeurent bien circonscrites par A. Chabert en 1956. « Les rigidités structurelles des économies sous-développées font que les injections monétaires n'exercent pas d'action rapide sur les quantités réelles : les mécanismes d'expansion sont pratiquement inexistantes, car, d'une

³ Bramoullé, G. et Augey, D., Economie monétaire, Paris, Dalloz, 1998, p. 238.

⁴ Pour ce qui est des définitions et des mesures de l'inflation, on peut faire usage de Denise Flouzat, Economie contemporaine, Tome 2, Les phénomènes monétaires, Paris, PUF, 1991.

⁵ Flouzat écrit : « Un groupe d'auteurs influents – dont Milton Friedman – considère maintenant la masse monétaire comme la principale donnée stratégique pour l'obtention de la stabilité économique : excessive la création de monnaie conduit inéluctablement à l'inflation, insuffisante elle provoque une récession, » p. 256.

part ces économies dépendent étroitement des marchés extérieurs, et, d'autre part, leurs marchés nationaux et leur système de prix absorbent en partie les augmentations de la demande, qui se résolvent en hausse des prix et en « gaps » inflationnistes plutôt qu'en accroissement de revenus réels.»⁶ C'est toute la différence avec la situation de l'Angleterre au XVIII^e siècle. Les explications confirmatives de Rudloff sur cette description fort bien condensée des situations économiques dans le tiers-monde s'appuient sur « la propension à consommer » qui « est élevée », s'accompagnant évidemment des restrictions des possibilités à épargner, que « cette épargne elle-même prend la forme d'encaissements spéculatives ou de placements fonciers ».⁷ Alors « une injection monétaire risque ainsi de gonfler les demandes sur des marchés à offre inélastique et à pousser les prix à la hausse.»⁸

1. L'offre est-elle inélastique ?

Les économies sous-développées de l'Afrique centrale sont-elles des économies ouvertes ou sont-elles des économies fermées ? Quelles sont les conditions qui peuvent faire qu'une économie ouverte connaisse une inélasticité de l'offre ?

1.1. La propension à consommer

Les publications de la Banque centrale révèlent la nécessité d'un indice de prix différentiel. Il n'y a pas unicité des indices de prix. La différenciation des indices reflète la coexistence de deux formes d'économie, la forme normale officielle dans laquelle se retrouvent les entrepreneurs officialisés par le registre de commerce et la fiscalité, et la forme tolérée mais la plus grande dite « économie informelle ». Si l'on fait silence sur l'aspect social, il s'ensuit que le calcul de l'indice de prix se fait sur un plan vertical, qui aboutit à un marché à consommation de type européen, un autre marché à consommation de type africain. La propension à consommer est elle-même différenciée. Laquelle est élevée ? La différenciation des indices aide à suivre l'évolution des revenus salariaux. L'unification des indices, pas par l'établissement d'une moyenne, mais en tenant à la même méthode des considérations générales des revenus et des prix, établit l'évolution des mœurs de consommation.

La propension à consommer est difficilement mesurable dans une situation où la rigidité de la demande est un des facteurs de contraintes sur les prix. Souvent, c'est une proportion de population faible aux revenus suffisamment élevés qui est à l'origine de ces importations. La part importante de la population satisfaisant ses besoins de consommation sur le marché libre fausse les données. Il en est de même des échanges entre économies nationales au sein de la zone monétaire. Le foisonnement de commerçants occasionnels, qui font transporter leurs marchandises en bagages accompagnés, les échanges de proximité le long des frontières quasi ouvertes des pays, et le libre transfert des fonds au sein de la zone, sont autant de variables à prendre en compte dans l'analyse de la propension à consommer. On reviendra sur cet aspect non négligeable de l'impact des échanges intercommunautaires entre pays sur la balance commerciale, dans l'analyse de la consommation dans la deuxième partie.

1.2. Faiblesse de l'épargne

Le raisonnement ici est de type keynésien : l'offre est inélastique, ce qui crée et entretient des tensions inflationnistes, parce qu'il y a insuffisance de l'épargne. Cette

⁶ A. Chabert, cité par M. Rudloff, *Economie monétaire nationale et développement*, Paris, Cujas, 1973, p. 169.

⁷ Rudloff, *op. cit.*, p. 169.

⁸ *Ibid.*,

forme identificatrice des problèmes de l'inadaptation de l'offre à la demande en économie sous-développée⁹ a empêché pendant longtemps l'émission de propositions efficaces de politique économique du développement. Sur cet aspect, la dichotomie entretenue pendant longtemps par les services de la banque centrale sur les marchés de consommation n'a pas eu l'incidence qu'elle aurait dû avoir. Le problème pratique posé avec une certaine insistance lassante par les économistes français et anglais depuis Montesquieu - même si la physiocratie en est une parenthèse par incompréhension- est et conserve dans ces cas toute sa validité : c'est l'industrie de l'homme qui est à la base de la création des valeurs, du capital, de l'épargne. C'est le point de friction entre le système keynésien et le système classique. L'épargne n'est pas une condition essentielle à la production. Elle est d'une utilité indéniable ; elle paraît même nécessaire. Elle n'est pas aussi essentielle que l'est le travail humain. Il ne s'agit pas d'une simple question de rhétorique. En situation d'absence d'épargne ou d'épargne insuffisante du fait d'une mauvaise politique des taux d'intérêt, l'investissement fera défaut au développement des affaires. Mais d'un autre côté, l'efficacité marginale du capital est un motif suffisant d'investissement qui comble le vide créé par l'insuffisance de l'épargne.¹⁰ L'insuffisance de l'investissement est alors de raison liée avec les facultés des individus, c'est-à-dire, l'émergence de la culture du risque liée au tempérament d'innovation des individus dans la société. C'est ce dernier aspect qui détermine à l'éveil le sens des investissements et la modification de la conjoncture économique. C'est à ce point que l'on trouve la limite entre le keynésianisme des économies industrialisées et celui des économies en développement.

En partant des consommations de type africain, la question est : quelle est la part de l'épargne dans l'inélasticité de l'offre ? L'augmentation de la production des biens de consommation courante nécessite-t-elle un surcroît d'investissement en termes financiers ? Est-ce que la productivité marginale du travail est positive, toute unité supplémentaire de demande d'un bien donné ne pouvant que provoquer la rigidité de l'offre et des tensions sur les prix ? Y a-t-il rendement décroissant, les terres sont-elles déjà en situation de surexploitation ? Toutes questions qui tiennent à cette logique mais qui trouvent tout naturellement une réponse négative : il n'y a rien de tout cela. Le prix des denrées de base sur le marché est fonction de l'exode rural, c'est-à-dire de la spéculation (ou la représentation) sur le mieux-être qu'une partie de la population active en milieu rural tend à aller chercher en milieu urbain ; mais aussi, par ailleurs, de la satisfaction qu'éprouvent ceux qui restent en milieu rural des revenus qu'ils tirent de leurs activités. Les deux tendances ne sont pas nécessairement de sens contraire. Le transfert d'une partie de la main d'œuvre rurale vers le milieu urbain ne s'envisage pas sur le plan réel comme un stimulant de la productivité de la main d'œuvre restante. Cette modalité hypothétique ne se réalise, en réalité, qu'au cas où le désir d'amélioration du revenu en milieu rural est sous la contrainte d'autres variables du marché, telle que le prix des biens de substitution.

⁹ Les situations que l'on identifie comme telles ne sont pas nécessairement des cas de sous-développement. Pour nous, les économies africaines de notre étude sont des économies en retard, parce que « la notion de retard évoque l'image de deux mobiles dont l'un progresse moins vite que l'autre. Elle exprime une vitesse relative. Elle reflète le phénomène universel de l'inégalité de développement. Elle relève donc de la même logique que le développement lui-même, dont elle est l'une des formes de manifestation, la seconde étant l'avance économique et sociale. », Barel, Y. Le développement économique de la Russie Tsariste, Paris, Mouton & Cie - la Haye. 1968, p.209 - 210.

¹⁰ Loubelo, E., « Les obstacles au développement des PME congolaises. Enquêtes menées au Congo ayant conduit à dresser un tableau des obstacles, résumés ainsi : « Aujourd'hui, l'esprit d'entreprendre ne concerne pas seulement le fait de pouvoir ou non créer son entreprise, mais de pouvoir aussi créer des structures d'assistance, de formation et des structures de financement adaptées et décentralisées. » In Annales de l'université M. N'Gouabi. 2001, 2(1).

L'épargne garderait ainsi son importance dans le contexte de la consommation de type européen. Mais la question de la contestation quant à sa qualité de variable déterminante dans le système de production globale reste posée.

Si $Y = C+I+G$; si $R = C + S$; on aura $I = S$, cela ne pose pas de problème. La question est : en économie ouverte, quelle signification revêt le concept d'épargne ? La causalité identitaire entre S et I , pour être reconnue telle doit-elle être d'origine locale ? Peut-on reconnaître l'identité dans l'optique basique du marché ou non ? L'épargne est-elle le fait des habitants de l'espace géographique dans lequel se déroule l'économie considérée ?

Tableau 1. Stocks des investissements directs français dans la Zone franc
(en millions de francs)

Pays	31.12.1995			31.12.1996			31.12.1997		
	Capitaux			Capitaux			Capitaux		
	Propres	Prêts	Total	Propres	Prêts	Total	Propres	Prêts	Total
Benin	2	12	14	-42	0	-42	45	0	45
Burkina F.	121	10	131	167	88	255	196	9	205
Cameroun	835	144	979	1 079	36	1 115	1 581	49	1 630
Centrafrique	48	5	53	26	7	33	43	13	56
Comores	13	0	13	12	0	12	16	0	16
Congo	992	5 438	6 430	1 773	1 278	3 051	1 474	1 435	2 909
Cote d'Ivoire	1 365	116	1 481	1 773	172	1 945	2 106	152	2 258
Gabon	2 881	33	2 914	2 769	24	2 793	2 445	23	2 468
Guinée Equatoriale	2	0	2	1	0	1	2	0	2
Mali	78	3	81	203	78	281	190	62	252
Niger	58	23	81	32	6	38	54	7	61
Sénégal	223	31	254	226	13	239	355	30	385
Tchad	22	4	26	39	2	41	30	3	33
Togo	74	7	81	76	7	83	101	8	109
Total Zone franc	6 714	5 826	12 540	8 134	1 711	9 845	8 638	1 791	10 429
Total monde	763 170	140 292	903 462	823 262	187 295	1 010 557	929 112	206 717	1 135 829

Source : Banque de France, Direction de la Balance des paiements

Si l'épargne est une raison essentielle de l'investissement, elle est commandée nécessairement par l'utilité des choses même en prévision, et par non seulement le taux d'intérêt, mais et surtout dans une optique plus large, la rentabilité marginale escomptée d'une unité d'investissement. Les notions de taux d'intérêt et de rentabilité marginale de l'investissement identifient les catégories des épargnants. Du coup, il ne s'agit pas de la faiblesse de l'épargne, mais de l'attrait que peuvent exercer sur les investisseurs les marchés considérés. C'est ce que traduit le tableau 3 sur les investissements directs français dans la zone franc.

Dans le cadre économique mondial actuel, l'attrait exercé par les marchés de la Zone Franc est de moindre importance, comme le montre pour la seule communauté des investisseurs français, les stocks des investissements en Afrique en comparaison des stocks dans le reste du monde. Mais les pays de la CEMAC présente nettement plus d'attrait que les pays de la CEDEAO. Le contraste demeure cependant entre deux tableaux, celui de l'inflation et celui sur les stocks des investissements. La forte inflation dans les pays de la CEMAC donne une idée assez précise sur les secteurs qui attirent le plus d'investissements. Le niveau très élevé des prix des produits de base et des autres biens, souvent importés, oriente l'analyse de cet attrait vers les secteurs dont l'incidence sur les marchés intérieurs se limite à une distribution proportionnée de revenus salariaux. La spéculation à laquelle se livre l'épargne internationale sur ces économies ne peut être prise à défaut dans sa tendance à ignorer l'impact réel de son action sur les marchés intérieurs. Il s'agit tout bonnement de la comparaison des risques entre les différents

secteurs d'activités et le risque-pays. Ce paradoxe est entretenu dans ce tableau 3 par la ligne sur le Congo où les capitaux propres apportés par les investisseurs sont en dessous des prêts. Il faut peut-être en conclure que c'est là une commodité pour se prémunir contre le risque-pays très élevé pour ce pays.

La faiblesse de l'épargne intérieure est toutefois couverte par le marché financier sur le plan international. Ce qui n'écarte nullement la tentation d'une injection monétaire par les autorités monétaires, souvent à partir du poste « *autres créances et avoirs convertibles en devises* », plus spécialement dans la situation des économies à forte rente. Mais quel est le risque pour le niveau général des prix ?

En sortant des schémas traditionnels, il est nécessaire de reformuler la question à poser concernant l'épargne, en rapport avec la contrainte du développement. Comment motiver les revenus à l'épargne dans une économie de pénurie ?

1.3. L'imagerie financière africaine

D'un certain point de vue, cette situation d'insuffisance d'épargne est un stimulant de l'innovation financière. La question du revenu ne se pose pas parce qu'elle est triviale : La consommation est synonyme de revenu et la part de celui-ci affectée à celle-là pour une situation économique souhaitable est l'unique préoccupation de notre raisonnement. Il s'ensuit que, de manière générale, la rémunération du travail est faible dans un contexte où la nature prédomine sur le marché, et c'est là la réalité de l'économie africaine. De ce a priori, il paraît tout à fait risquer de remettre en cause la formule $C + S = R$. Pourtant, il se pourrait qu'elle ne soit pas aussi descriptive de la réalité R . Ce qui est dit plus haut (p. 88) sur la signification totale de l'épargne, implique ceci que $S = I$, mais dans un contexte particulier. En ce sens, l'absence d'égalité ne saurait constituer à elle toute seule, l'explication sur l'insuffisance remarquée de l'investissement. L'inégalité peut être le fait de la méfiance des agents économiques, les ménages ou les épargnants, à l'égard du système financier. Mais elle peut être aussi le fait de l'ignorance dans laquelle se trouvent les ménages, ignorance de niveau de développement du marché financier. Law a fait transformer les vaisselles en argent en capitaux, alors qu'avant sa perspicacité financière, les ménages voyaient dans la possession de telles vaisselles le signe du bien-être. Cette forme de thésaurisation « épargnante » devient active par le fait d'une action d'innovation financière et contribue au déclenchement du processus d'égalisation de S et I . Ceci signifie que potentiellement, l'épargne peut exister même dans un contexte économique de pénuries, et que l'existence d'un marché financier n'est pas nécessairement le préalable à l'investissement

La motivation est le fondement de l'existence du marché. Le développement du marché financier est donc une forme normale de développement du marché, en tant qu'elle révèle une situation de rareté et déclenche le processus de son éradication. Le manque de liquidité entraîne presque automatiquement, sauf exception de conjoncture particulière, la hausse des taux d'intérêt. Cette hausse n'a jamais été envisagée volontairement comme un stimulant de l'investissement. En partant de l'efficacité marginale du capital, un investisseur potentiel confronté à la rareté de l'épargne, peut jouer le demandeur qui offre un taux d'intérêt suffisamment élevé pour transformer la thésaurisation en épargne. « Le taux d'intérêt à long terme » peut « être maintenu continûment aussi proche que possible de ce que nous pensons être son niveau optimum. »¹¹ La conjoncture économique est la seule à influencer les décisions des entrepreneurs qui, dès lors, s'oppose à ce qu'« Il ne convient pas de l'utiliser comme un moyen d'action à court terme. »

¹¹ Keynes, J. M., La pauvreté dans l'abondance, op. cit., p. 232.

En l'an 2000, dans une situation socioéconomique faite de rareté, un commerçant créait la surprise en émettant sur le marché une innovation financière peu envisageable, mais très dynamique. Le Congo sortait des années de troubles sociaux qui avaient ruiné et le système bancaire financier, et les particuliers. La reconstruction nécessitait des ressources financières que l'économie nationale ne paraissait plus avoir. Le crédit était rare, la méfiance régnait encore au niveau général. Ce commerçant, du nom de Salu Humberto Brada, homme d'une quarantaine d'années, allait se faire connaître dans ce pays d'adoption par ses trois lettres : SHB. Son idée qui le conduit à l'innovation financière était sa conviction qu'en dépit des destructions causées par les troubles sociaux, les particuliers détenaient par-devers eux des encaisses. Cette intuition lui était venue de ce qu'il avait été confronté à l'inadaptation du système financier bancaire qui n'avait pas pu lui prêter l'argent dont il avait besoin. Pour lui, si la banque n'avait pas suffisamment de dépôts en épargne, c'est que les particuliers préféraient thésauriser. Comment alors faire pour que cette thésaurisation devienne épargne effective ?

Dans une conjoncture où l'investissement traverse une période morose, mais où les affaires notamment dans le commerce sont en pleine croissance, le taux d'intérêt ne doit plus être un indicateur du niveau des investissements, mais celui de la motivation à l'épargne à collecter. Humberto Brada s'inspire de la pratique usurière déjà existante dont le taux d'intérêt usuel est de 30 % le mois. Evaluant l'efficacité marginale du capital dans le commerce par l'observation du roulement des stocks au niveau de certaines demandes de biens de consommation des secteurs divers, il formule l'idée de se présenter comme client demandeur de fonds financiers. L'idée est que l'offre d'épargne est rare et donc qu'il faut la payer à son prix. Ce prix n'est pas un prix de marché, en ce sens que ce qui prime ici, c'est le besoin de collecter cette épargne, la plus importante possible, et pour cela, il est à l'exigence de l'investisseur de ne pas mettre en concurrence les épargnants prêteurs. D'où il reprend le taux usuraire courant, pour une période de quarante-cinq jours, avec obligation à l'épargnant prêteur de recouvrer ses avoirs.

Le client emprunteur SHB implante des guichets de collecte. Il « fait déterrer des sommes d'argent thésaurisées », déclare-t-il, comme les aristocrates du XVIII^e siècle à Paris apportent à J. Law leurs couverts en argent pour être transformés en fonds d'investissement rentabilisables. L'obligation de recouvrer ses avoirs est la garantie que SHB l'emprunteur offre en échange, ce qui a pour effet, une affluence toujours plus grande. La nouvelle se propage. Les particuliers procèdent à des retraits des fonds dans les banques institutionnelles pour les prêter à SBH où ils deviennent plus rentables. Le nombre de guichets se multiplie ; le système bancaire s'en inquiète et une année après le lancement de la formule « qui gagne » comme le dit la publicité, des sanctions tombent contre SHB de la part de la Commission financière des banques (COFIBA)¹², organe de surveillance de l'activité bancaire et financière au sein de la zone BEAC.

Dans la démarche keynésienne, l'épargne est passive en ce sens qu'elle est sous la seule influence des collecteurs institutionnels, eux-mêmes étant sous l'influence de la demande des investisseurs potentiels. Le taux d'intérêt est fixé par le marché, c'est-à-dire que les épargnants potentiels ne sont motivés que par le niveau du taux d'intérêt que leur proposent les institutionnels qui, eux-mêmes, sont conditionnés par les tensions de l'investissement. Cette conclusion lui vient de la découverte des autres motifs de détention de monnaie que sont la précaution et la spéculation. Cette dernière se trouve très sensible au taux d'intérêt.¹³ Pourtant, le même raisonnement keynésien découvre que

¹² Les ménages mettent plus de volonté à l'épargne auprès de ces guichets, ainsi que l'épargne dormante dans les banques est retirée pour être placée chez SHB. Pour la COFIBA, cette pratique est à la limite de la fraude en ce qu'elle attire l'épargne, mais prêtant ne pas être une activité commerciale classique puisqu'il n'en tire pas de profit immédiat. La COFIBA insiste sur la nature financière de l'activité et demande à SHB de créer une banque et de se plier aux obligations juridiques et financières.

¹³ Et n'est valable que dans une économie où les valeurs boursières sont dans les mœurs. En effet,

l'efficacité marginale du capital est aussi le motif décidant l'investisseur dans son choix d'investissement. La question est de savoir, si l'on doit combiner les deux motifs à tout prix.

Selon Snowdon, Vane et Wynarczyk, Keynes « rejetait l'idée que le taux d'intérêt puisse être déterminé par les forces réelles de l'épargne et de la productivité marginale du capital. Dans la théorie générale, le taux d'intérêt apparaît comme un phénomène purement monétaire déterminé par la préférence pour la liquidité des agents (demande de monnaie), conjointement avec l'offre de monnaie, fixée par les autorités monétaires. »¹⁴

Le schéma combiné du taux d'intérêt du marché et de l'efficacité marginale du capital comme déterminant de l'investissement a conduit l'observation économique à l'affirmation de l'absence de l'épargne dans les économies sous-développées. Par contre, l'innovation financière est basée sur l'hypothèse de la séparation de ces deux facteurs décisionnels keynésiens et de l'affirmation de leur autonomie. Le taux d'intérêt sur l'épargne devient autonome du taux d'intérêt sur l'investisseur. L'investisseur n'est intéressé que par le taux d'intérêt de l'épargne ou l'épargnant, lui-même n'est guidé dans sa décision d'investir que par l'efficacité marginale du capital. Ce qui signifie que même dans le schéma keynésien, apparaît une contradiction entre le taux d'intérêt et l'efficacité marginale du capital. Généralement, ils sont de sens opposé. Mais dans la réalité du marché libre, ils peuvent être de même sens et contribuer ainsi à la prise de risque par l'investisseur qui choisit d'emprunter pour investir au moment où le taux d'intérêt est élevé et la rentabilité de l'investissement aussi élevé.¹⁵ Ce que Keynes rejette, c'est-à-dire la conclusion que le taux d'intérêt est une récompense de l'abstinence à la consommation immédiate ou courante - ce qui pouvait se justifier dans une économie où le motif de spéculation se nourrit de l'incertitude dans laquelle elle se trouve-, se trouve être le facteur le plus influent de la décision d'épargner.

1.4. Devises et quantité de monnaie en circulation

La conversion des devises en pouvoir d'achat local dans le cadre d'une économie de rente dans la CEMAC est une des ouvertures la plus naturelle qui s'offrent aux pouvoirs publics. $Y^* = C+I+G$. La politique économique devient euphorique à l'annonce du stock des devises suite à une bonne saison des cours des matières premières. L'injection de la rente dans l'économie nationale se fait par le biais des augmentations des dépenses de l'Etat. Elles sont de deux ordres : la politique des entreprises d'Etat et le gonflement des effectifs de la fonction publique et la consommation publique non productive. Dans cette situation, il se pose la question de l'applicabilité du schéma général dans les causes du changement du pouvoir d'achat de la monnaie.

Du point de vue théorique le pouvoir d'achat de la monnaie varie soit du fait de la demande et de l'offre de monnaie, soit du fait de la demande et de l'offre des autres biens et services. On est donc éconduit, dans ce cadre bien spécifique des économies africaines, par plusieurs précisions thématiques et hypostatiques que voici :

dans la seule fonction classique des caisses d'épargne, la spéculation n'est pas un motif réel, parce que les ménages déposent leurs avoirs en épargne par simple précaution.

¹⁴ La pensée économique moderne, op. cit, p. 83.

¹⁵ Voir Dirat et Makaya, Innovation tontinière et croissance. Les enquêtes sur les différentes formes d'épargne en milieu du petit commerce dans les marchés de Brazzaville et de Pointe-Noire. Elles ont révélé que l'épargne existe bien et celle collectée dans le seul marché de Pointe-Noire par la forme tontinière pouvait avoisiner les montants de l'ordre de 6 milliards de franc CFA. A titre de comparaison, le capital social pour l'ouverture d'une banque était de 150.000.000 de francs CFA.

- 1) la demande et l'offre de monnaie sont postérieures aux prévisions sur la production de biens et services. En économie moderne, l'existence du système des banques donne à penser que la monnaie préexiste à la production. L'émergence de la monnaie dans les économies africaines par le fait colonial a nourri l'idée que celle-ci est ex nihilo, qu'elle est une opération de l'esprit humain, qu'elle peut exister en dehors de toute prévision sur la production des biens et services, d'autant mieux qu'elle est la richesse en soi.
- 2) la demande et l'offre de biens et services ne varient pas nécessairement, automatiquement, avec les changements de pouvoir d'achat de la monnaie. Le comportement face aux biens et services est conditionné par des éléments sociologiques et psychologiques.¹⁶ Il s'ensuit que les dispositions mentales face à la monnaie ne coïncident pas toujours avec les dispositions mentales face aux objets dont la finalité sociale est spécifique. Cet aspect du problème est plus visible dans le cadre des dépenses autour de la mort. Les agents économiques, sans ressources financières viables dans l'économie congolaise par exemple, ont suffisamment de ressources morales pour accéder à certaines consommations attenantes à la mort ; ils n'ont pas les ressources morales pour accéder aux dépenses de santé. Le secteur économique axé sur la mort est celui qui subit le moins l'influence des variations du pouvoir d'achat de la monnaie.
- 3) il existe des cas où la substitution n'intervient pas dans la consommation sur la base du changement du pouvoir d'achat de la monnaie. Les études sociologiques des sociétés locales africaines font valoir des variables appropriées. Les changements de pouvoir d'achat induits par les encaisses provoquent des modifications diverses dans la structure sociale :
 - il y a déplacement dans la répartition des richesses entre différents individus ; le fait est connu que toute variation de la valeur de la monnaie fait des gagnants et des perdants. C'est un principe essentiel du marché.
 - il y a segmentation du marché et stratification des marchés : dans le cadre de « l'économie de la mort »¹⁷, la demande est élevée, non pas parce que l'offre est inélastique, mais parce que le besoin de satisfaire le prestige social est une demande constante. Le niveau de prix dans ce secteur réagit moins bien à l'augmentation de l'offre. La substitution due au prix est inélastique.

La rente due à l'exportation des matières premières se présente généralement sous deux formes : sous la forme fiscale ; sous la forme de monnaie étrangère de la transaction. Dans le premier cas, l'injection monétaire se fait par le biais de la fiscalité.

¹⁶ Voir Economie et culture. Conférence Internationale sur l'économie de la culture. Avignon 12-14 mai 1986 : Les outils de l'économiste à l'épreuve. Vol. I. : « les déterminants de la demande. », pp. 85-155, Paris, La documentation française. Paris, 1987, 4 volumes.

¹⁷ Par économie de la mort, on entend cette masse de dépenses effectuées autour d'un décès. Ces consommations exceptionnelles mais permanentes du fait de la forte mortalité ont ceci de particulier qu'elles touchent des secteurs divers de l'économie, et portent sur des masses de budgets familiaux considérables, souvent sans rapport aucun avec les revenus des ménages concernés par la mort. Elles ont encore ceci de particulier qu'elles ont créé des relations d'échange de services communément décrites sous le terme de « l'entraide », c'est-à-dire un système de financement des dépenses, des réseaux d'approvisionnement. Les consommations sont financées par la famille élargie directe, par l'association à laquelle le défunt avait adhéré, par les associations auxquelles les différents membres de la famille sont adhérents, par les réseaux de proximité (socioprofessionnel, résidence) du défunt, etc. Ces réseaux, qui accroissent l'importance des budgets alloués, exercent des contraintes sociales sur les consommations et/ou les consommateurs et sur les prix. Ils contribuent à modifier le comportement de consommation en tant qu'ils participent à nier le caractère substitutif des objets de consommation mortuaire.

Dans le deuxième cas, la transformation des devises en pouvoir d'achat local est une contrainte de nécessité. Les Pouvoirs publics en marge de la compétence des autres autorités monétaires sont quasiment seuls à en détenir le pouvoir de transformation. Leurs objectifs économiques étant définis par rapport à des contraintes d'opportunités peuvent s'avérer divergents de ceux de la Banque centrale. C'est souvent que cette injection de monnaie est commandée par des motifs de contrainte sociale telle que la monnaie n'est utilisée qu'en tant que telle, c'est-à-dire comme instrument d'échange, et ne sert à rien d'autre. De même qu'elle ne sert que dans l'échange entre des biens, et en aucun cas, dans aucun échange de biens présents contre des biens futurs. Dans ce type de conjoncture, les motivations des pouvoirs publics sont d'ordre sociopolitique.

Les causes de l'augmentation du niveau des prix sont multiples. La causalité entre la quantité de monnaie en circulation et le niveau des prix ne peut être valablement niée ; la quantité de monnaie en circulation modifie nécessairement le comportement de consommation : elle affecte les individus dans leur fonction de préférence, aussi bien que dans leur attitude face à l'offre. Les causes dites sociologiques de l'inflation doivent aussi, en partie, aux liquidités, aux encaisses, leur existence. Dans tous les cas, les économies de l'Afrique centrale sont très sensibles à toute évolution de la masse de monnaie en circulation, comme on va le voir dans les prochains paragraphes.

B. Vers une approche conceptuelle

Un autre aspect est le problème d'une augmentation du niveau des prix dans des secteurs déterminés qui n'entraînerait pas automatiquement une augmentation à l'échelle de l'économie nationale. Les hausses différenciées des prix spécifiques ne doivent pas donner à conclure à une hausse généralisée des prix. Dans la pratique, il semble qu'on puisse observer parfois des mouvements inverses. Cela est suffisant pour affirmer que «la théorie quantitative, dans sa formulation stricte n'est pas plus acceptable dans les pays du Tiers Monde qu'elle ne l'est dans les économies industrielles développées»¹⁸ Et dans sa formulation peu stricte est-elle plus acceptable, plus proche de la réalité monétaire ? Quelle approche doit-on utiliser pour appréhender au plus près possible cette notion de l'inflation ? L'inflation existe-t-elle réellement ?

1. Le problème fondamental

En partant de l'équation de Irving Fisher¹⁹, rendue célèbre par les développements de Don Patinkin et de Milton Friedman, $MV = \sum p.q$ et encore $MV = P.T$. où l'on passe de la somme des différents prix des différentes quantités de biens sans qu'on sache exactement si $\sum p. = P$ et $\sum q = T$. M et T sont des grandeurs absolues et donc les variables déterminantes sont bien V et P . Leur modification entraîne la modification des variables absolues. Mais P est lui-même le rapport MV/T . Dans ce contexte, on est enclin à se poser la question de savoir si l'on a à faire à une équation de l'échange ou à une équation quantitative. L'intérêt pour l'étude réside dans la détermination de V , la vitesse de circulation de la monnaie.

1.1. La consommation comme accélérateur

La structure économique, plus précisément les structures de la production et de la consommation sont-elles à même d'influer sur V ? Quelle signification opérationnelle

¹⁸ Rudloff, Ibid., p. 170.

¹⁹ Chabert A. fait état de l'imprécision de l'origine de cette formule que Fisher aurait pris chez Simon Newcomb (1835-1909). Celui-ci aurait donné dans son livre, *Principles of political economy*, la formule suivante : $V * R = R * P$. Le R représente ici le nombre de fois qu'un dollar change de mains dans l'année. , in Structure économique et théorie monétaire, Paris, A. Colin, 1956, p. 17

peut revêtir cette variable dans le cadre d'une économie dichotomique, où coexistent deux formes autonomes de systèmes économiques mais où M est uniforme : la banque centrale émet la monnaie dans un cadre précis de l'économie officielle certes, mais la monnaie en circulation l'est aussi dans le système traditionnel de production et de consommation. Il y a des trappes en permanence :

- la thésaurisation et la circulation monétaire dans le cadre de l'économie traditionnelle villageoise ; on a donc à peu près ceci : $MV = PT$
 V est constante mais différentielle selon qu'il s'agit de l'économie officielle ouverte sur l'extérieur ou de l'économie villageoise partiellement ouverte sur l'économie officielle.

En économie villageoise, la structure de la consommation est schématiquement la suivante :

- Production = Autoconsommation + surplus. Surplus → biens de consommation non autoproduits → Renouvellement des stocks dans le petit commerce local des biens de consommation produits par l'économie officielle.

L'autoconsommation entraîne que le fruit de la vente du surplus est en partie thésaurisé. La vitesse de circulation de la monnaie est ralentie par le rythme lent de renouvellement des stocks par le commerçant. Mais le calcul de la vitesse est aussi faussé par la circulation interne dans le système par l'échange des surplus de production individuels.²⁰ Il apparaît que le niveau de circulation est élevé. Cependant, il y a inconstance dans l'allure, car, de façon générale, la monnaie passe d'une main à l'autre et ralentit sa course du fait des besoins très étriés des individus dans l'économie traditionnelle. Par ce parcours dans l'économie villageoise, une masse importante de monnaie injectée dans l'économie est soustraite du circuit normal, du fait de sa rareté. La vitesse de circulation dans l'économie officielle augmente par conséquent. T étant resté constant, M victime de la trappe diminue, V augmente pour maintenir l'équation. Les prix de certains biens de consommation courante vont alors diminuer pour assurer un niveau de transactions commerciales acceptable ; V n'est pas indéfiniment élastique, et les prix ne peuvent pas continuellement baisser. V dans l'économie officielle diminue en proportion de la quantité de M qui passe de l'économie villageoise à l'économie officielle. Les deux systèmes économiques jouent alors réciproquement le rôle involontaire de régulateur de V . Le problème dans ces conditions revient à savoir comment la banque centrale réagit à cette situation dans le temps où V est au plus bas et au plus haut. Quand V est au plus haut, cela signifie qu'il y a demande de monnaie ; quand V est au plus bas, cela signifie que la masse monétaire est suffisante pour assurer le niveau de transactions à leur prix.²¹ La vitesse de circulation est donc fonction de la quantité de monnaie. Le nombre de paiements qu'elle effectue dans un temps déterminé un

²⁰ Chabert en conclut : « C'est ainsi que, dans l'économie africaine de traite, le paysan autochtone, une fois son produit vendu, dépense aussitôt son avoir monétaire en marchandises importées les plus diverses (cotonnades, récipients, parfums, etc.). Le paysan guatémaltèque, ou le fellah d'Égypte n'agissent pas autrement. »

« Car, une fois de plus, pour le primitif comme pour le « sous-développé », la monnaie apparaît surtout comme un instrument d'échange. Ces encaisses monétaires ne seront, selon la terminologie keynésienne, que des encaisses d'échanges (transaction cash-balances). » Et plus loin, le fait tient aussi de la faiblesse des revenus, et se constate en France au début de l'ère industrielle, op. cit., p. 234.

²¹ Chabert, après avoir établi des graphiques sur la circulation et les prix de gros dans certaines économies sous-développées et comparé au graphique des mêmes données de l'économie des États-Unis, tire la conclusion fondamentale, à savoir : Plus l'aire géographique examinée est proche économiquement de la monoculture, plus la mentalité des indigènes reste primitive(1) et mieux la théorie quantitative semble s'appliquer aux faits monétaires, op. cit., p. 226.

billet de banque, dépend de la quantité de billets de banque en circulation²². Si ce nombre est important, la vitesse est faible, les prix vont augmenter dans certains secteurs de biens de consommation. Les ajustements à la hausse des prix de détail à Brazzaville et d'autres villes africaines s'opèrent juste après le versement des salaires, période au cours de laquelle l'injection monétaire marque une abondance de la quantité de monnaie.

L'évolution globale de la situation relativise les conclusions de A. Chabert dans son étude citée dont l'objet est de vérifier la pertinence de la validité de la théorie quantitative sur une structure économique déterminée. Tel n'est pas notre but, quand bien même la démarche ici présente s'apparente à ses préoccupations de l'époque. Son constat est le suivant : Dans les pays sous-développés, le comportement monétaire des agents économiques, spécifiquement des ménages, entraîne une grande vitesse de circulation de monnaie. La pertinence de ce fait doit être relativisée par l'existence de deux systèmes économiques. C'est la trappe qui est à l'origine de l'accélération de la vitesse.

La conclusion évidente dans ces cas est que PT reste constant du fait que M et V sont constants dans le temps. Dans ces conditions économiques, le niveau général des prix est fonction d'autres éléments qui peuvent être les causes sociologiques comme on l'a souligné plus haut ou des causes budgétaires (la fiscalité).

3.1. L'inflation existe-t-elle ?²³

L'intérêt que l'on porte au phénomène de l'inflation est un triptyque de ce problème économique. Il est clair que le niveau des prix se situe dans une causalité *quelconque* pour qu'il ait donné matière à réflexion. Aussi, il paraît tout à fait normal de poser la problématique de l'inflation en tant que dynamique économique. C'est dans cette optique que l'on peut s'intéresser à l'inflation jusqu'à poser de manière incongrue la question de son existence, c'est-à-dire les raisons pour lesquelles la théorie économique et surtout monétaire doit s'en intéresser dans le cadre bien spécifié des systèmes économiques subsahariens.

De telles questions ne mettent pas seulement en relation directe le phénomène de l'inflation avec la politique monétaire. Au contraire, en tant que phénomène aux causes si différenciées, l'inflation est une *politique* aux effets si différenciés. Elle n'est pas plus redevable de la politique monétaire que de la politique budgétaire. De même que dans une économie dont les mécanismes traditionnels du multiplicateur sont inexistantes, la politique budgétaire est plus appropriée et son efficacité plus attestée que la politique monétaire. La prééminence du budget de l'Etat dans la solution des problèmes macro-économiques remet en cause la reconnaissance du phénomène de l'inflation comme problème économique, si ce n'est dans son aspect de source des recettes du budget de l'Etat. Les liaisons causales ne sont plus les mêmes ; il n'y a plus de problèmes de choix en faveur d'une politique favorable à l'inflation ou non.

Les causes de l'inflation en Afrique centrale sont sociologiques, culturelles, structurelles, monétaires. Aussi, est-il difficile de décrire l'inflation dans cette zone économique aux structures d'économie nationale si différenciées. Toute tentative de définition doit alors prendre appui sur l'analyse des données macroéconomiques comme la balance commerciale, qui est susceptible de révéler la dépendance économique de chaque structure nationale économique et déterminer le facteur déterminant de l'inflation.

²² Voir Cantillon, Essai sur la nature du commerce en général cité par Chabert, op., cit., p. 36.

²³ Question hérétique au regard du travail abattu par tant d'années de développement de l'économie normative. Tout de suite précisons que cette question est posée exclusivement dans le cadre de l'économie de l'Afrique centrale.

3.2. L'inflation par les coûts

Le problème récurrent de l'analyse des coûts de production est que ceux-ci se révèlent être le mal nécessaire de la production sans lequel l'élément essentiel du marché qu'est la concurrence n'existerait pas. Il n'y a de concurrence que par les coûts de production. L'objet de la concurrence est alors de comparer, d'égaliser les différents coûts de production et de distribution, ce qui permet la modification des intentions des entreprises. Les coûts de production deviennent ainsi partie intégrante d'une stratégie de développement entrepreneurial. Cette intégration conduit au constat qu'au niveau de l'économie nationale, elle permet d'opérer les meilleurs choix dans la contrainte économique d'industrialisation qui pèse sur les pays africains, choix qui semblent passer nécessairement par la segmentation de la production industrielle, afin de s'insérer dans un créneau qui favorisera le mieux les objectifs à court terme de l'emploi. Cette contrainte de choix s'impose autant au secteur formel qu'au secteur informel.

La tendance des entrepreneurs à accabler la hausse des salaires comme le responsable premier de l'inflation relève bien plus d'une illusion que de la réalité. C'est cela qu'ils déterminent par la hausse des coûts. Cette vision restrictive l'est à des fins d'accroître les tensions sociales pour forcer les pouvoirs publics à s'impliquer un peu plus dans la sphère économique.²⁴ Les coûts de production ne sont pas seulement des coûts d'opportunité : ils sont réels en tant qu'ils sont la condition de la production. Une autre façon d'enchaîner sur cette logique, est de poser que l'existence même de l'entreprise suppose une fluctuation des coûts de production :

- 1) par l'innovation : la recherche-développement est devenue une fonction essentielle de la vie de l'entreprise si elle veut rester présente sur le marché. Son coût est fort élevé, en proportion du risque d'innovation que la concurrence fait supporter à l'entreprise. Ce coût ne peut être amorti que par une réévaluation du prix de vente des biens sur le marché ou par les économies d'échelle.
- 2) par le coût de l'approvisionnement : selon la nature de la production, l'entreprise supportera un coût réel de suivi des cours des matières premières pour s'approvisionner au meilleur cours possible. Mais la diversité des causes des fluctuations des cours, certes probabilisables pour beaucoup de matières premières, bien que d'autres aient une probabilité d'incertitude assez élevée, induit des comportements de gestion du risque tout aussi aléatoires. L'entreprise, lorsque le cours lui paraît attrayant, tendra à constituer un stock régulateur. Mais elle n'est pas pour autant à l'abri du risque de stock. Des facteurs aussi aléatoires que le climat, la politique, sont susceptibles de fausser la démarche prévisionnelle de la constitution de stock régulateur. Rien n'indique que quelque temps après, le cours de l'approvisionnement ne puisse pas passer en dessous du prix du stock régulateur.

a. Les coûts salaires-productivité

La causalité hausse des salaires hausse des coûts de production est autant présentée comme linéaire. En réalité, le déterminisme du salaire sur le coût de production ne va pas de soi. Cette linéarité est fonction de la situation objective du marché du travail, tant que l'entrepreneur ne peut pas se tourner vers le marché du travail, et qu'il ne fait face qu'aux salariés de l'entreprise. Mais il est aussi des situations où l'entrepreneur propose de par

²⁴ En économie développée, les intentions des chefs d'entreprises sont bien de pousser les Pouvoirs publics à devenir leur paravent dans leurs visées contre le marché du travail.

Mais cet aspect n'est pas le plus courant chez les chefs d'entreprises en économie africaine qui bénéficient d'un environnement juridique très avantageux, à la limite du marché du travail pur, c'est-à-dire remplissant les conditions d'existence posées par l'économie walrassienne.

ses calculs l'augmentation du salaire, par exemple pour prévenir une situation de concurrence très poussée sur le marché du travail, ou pour tout autre raison en évaluation du rendement d'un tel investissement, par exemple la prévention des conflits sociaux au sein de l'entreprise qui sont à même de gêner la position favorablement concurrentielle dans laquelle elle se trouve. Par ailleurs, la validité de cet argument tient du mode d'ordonnement des salaires dans une économie déterminée. Lorsque les acteurs sociaux dans la production sont seuls à déterminer le mode d'évolution du salaire, le déterminisme salarial sur le coût de production est fort. L'indexation des salaires au coût de la vie tend à déclencher la spirale hausse des prix, réévaluation des salaires, et ainsi de suite. Mais, dans la plupart des cas des économies nationales africaines, l'indexation n'est pas encore dans les mœurs politiques des acteurs sociaux, qui ont développé un réflexe de compassion à l'égard de l'employeur. Il s'ensuit que les réévaluations de salaires sont du domaine de la magnanimité des pouvoirs publics.

L'inflation par les coûts est une donnée réelle de l'économie où l'élasticité de l'offre est fonction de l'offre internationale. Les coûts deviennent alors des coûts de transaction qui varient en rapport avec des causes liées au transport et au budget de l'Etat. Ainsi, l'inflation est une inflation de coûts du budget de l'Etat ou simplement l'inflation par la fiscalité²⁵.

b. L'inflation du vendeur ou des bénéficiaires²⁶

Lorsque les coûts de production sont des coûts de transaction, l'inflation par la fiscalité se comporte en véritable gouvernail des marges de vente pour les entrepreneurs. Les marges cessent d'être plus ou moins libres, soumises au seul jeu de l'offre et de la demande. La concurrence apparente est en fait masquée par la fiscalité qui tend à réduire le nombre de grossistes, en favorisant la formation des cartels d'importation. Les détaillants s'abritent opportunément derrière le facteur fiscal pour justifier les prix proposés. Mais la réalité est souvent éloignée des schémas qu'ils revendiquent. Les tensions inflationnistes sont de fait dues essentiellement aux marges bénéficiaires d'anticipations qu'ils ont décidées.

L'inflation du vendeur est par ailleurs une situation souvent rencontrée dans les pays où la politique protectionniste accouplée à la politique des subventions est une donnée permanente de l'économie nationale. Le protectionnisme et les subventions trouvent leur justification dans la volonté des pouvoirs publics de favoriser l'éclosion des entreprises nationales pour réduire l'inélasticité de l'offre elle-même due à l'étroitesse du marché. Des entreprises dans des branches d'activité dont la demande est stable, bénéficient ainsi de situation de monopole et tendent à adopter des comportements de renforcement de leurs marges bénéficiaires, même au détriment de toute amélioration de la qualité de services. C'est le cas de la production et distribution d'eau potable, de l'électricité et du téléphone. Ces monopoles souvent d'Etat, par le biais d'une élévation de ces services au rang de services stratégiques dans le développement économique national, souffrent par ailleurs de leur tutelage politique. Les managers affectés par les représentants des Pouvoirs publics leur sont redevables moralement. Leur survie managériale les place en contrainte d'instauration d'une ristourne en nature. Les contraintes de gestion ne sont plus respectées ; l'absence de concurrence permet d'ignorer tout simplement le client au profit de l'autorité de tuteur. Les prix des services au consommateur sont alors fixés en

²⁵ La fiscalité est un facteur causal déterminant de l'inflation. Dès l'instant où les importations nécessaires touchent la totalité des domaines économiques de production et de consommation, les changements dans la relation monétaire entre la demande et l'offre de monnaie affectent, presque dans le même temps et dans la même proportion, les prix des diverses marchandises et services.

²⁶ Bee De Dagum Estela, M., « L'inflation structurelle en Amérique latine : le cas de l'Argentine », in Tiers-monde, Tome VI - n° 21, Janvier-mars 1965, p. 3.

prévision de la ristourne de survie. Les hausses successives n'ont plus de justification que cette donnée sociopolitique.

La formation du prix des services dans ces pays où les conditions de production de ces services sont très favorables est un autre volet du problème du niveau des prix. Le niveau élevé du prix du kilowatt d'électricité comme celui du mètre cube d'eau ne trouve d'explication que dans les fondements politiques de la pratique économique des Pouvoirs publics. De même, la politique de ces entreprises a été de jouer sur la rareté de ces produits par le biais de l'insuffisance de la production, ce qui leur permettait de maintenir le prix ainsi que les coûts d'accès à ces produits à un niveau élevé qui donnait l'impression d'un marché étroit.

3.3. L'inflation structurelle

Des secteurs entiers d'activités diverses se caractérisent par des ruptures dans le processus de fonctionnement. Souvent des industries en amont, eseuilées, produisent sur une chaîne dont certains maillons sont situés hors du territoire national. La structure d'économie nationale est de ce fait une structure discontinue, présentant des goulots d'étranglement, capables de handicaper la production locale. Il s'agit du risque fournisseur attendant à divers aspects de la vie économique comme les transports, le climat, les fournisseurs à l'étranger, etc. La structure économique présente les signes d'une économie de pénurie, fortement dépendante d'autres économies nationales, placée dans la sous-traitance ou dans le montage ou dans la livraison du produit fini.

a. L'économie entrelacée

La persistance de l'économie vivrière est conçue comme une survivance du passé. Pour l'observateur de ces économies, le mode de vie se nourrissant lui-même des conceptions sociales de l'individu, de la richesse, de la production de façon générale, est seul à pouvoir fournir une explication sereine sur la survivance de l'économie dite traditionnelle. L'économie traditionnelle, c'est alors l'ensemble des pratiques et comportements de consommation et de production, dont les techniques mises en œuvre sont généralement à forte intensité de travail utilisées de manière extensive, et de ce fait peu performantes. Elle concerne de manière générale des productions stéréotypées de biens de consommation courante peu élaborés, tels que les produits de l'agriculture, de la cueillette et de la chasse, ainsi que quelques produits domestiques de la vannerie, etc. Mais cela seul suffit-il à justifier la survivance de cette économie ?

Dans une économie de marché libre, la présence d'un fait économique donné relève du facteur déterminant, parce que de sélection, qu'est le *prix de marché*. Seule l'illusion de la tradition a pu orienter l'analyse vers des considérations subjectives bien que réelles de mode de vie. Quelle est l'utilité de l'économie traditionnelle pour l'économie moderne, est l'aspect fondamental dans la recherche des causes de la survivance de l'économie traditionnelle ?

La persistance de l'économie traditionnelle est le revers de la médaille de l'économie moderne. Dès lors, elle a une utilité marginale, donc un coût de désutilité marginale, qui expliquerait que l'économie moderne n'a aucun intérêt à la voir disparaître. Le coût de la désutilité est égal au taux de réévaluation salariale qu'imposerait sa disparition dans l'économie moderne. Son utilité marginale se mesure par les tensions sociales refoulées au niveau de l'individu salarié dans l'économie moderne, l'économie traditionnelle agissant comme une soupape de sécurité, permettant la possibilité de l'inflation du vendeur ou l'entrepreneur, sans explosion sociale. C'est ce rôle de soupape de sécurité ou du pot d'échappement qui permet la formulation de l'interrogation bien à propos de la réalité de l'inflation dans l'économie traditionnelle. Ainsi, le simple fait de traiter de

l'inflation ne signifie en rien qu'il y a effectivement inflation. On consent cependant qu'une telle démarche analytique aura de la peine à s'imposer : sa prétention à vouloir nier le fait économique le plus en vue en économie moderne en est l'ultime raison. Mais l'inflation est aussi un vécu ; c'est en cela qu'elle est aussi non seulement d'origine psychologique, mais simplement psychologique.

Lorsqu'on dit que les prix à la consommation ont augmenté de 14,4 % entre 1990 et 1996, cela n'a de sens que si l'on considère intrinsèquement le niveau de revenu des ménages. Le taux d'inflation n'a de sens réel que dans ce cadre-là. En effet, quand on prend deux périodes par exemple, 1987 - 1988 et 1991 - 1992, avec des indices des prix à la consommation base 100 en 1987, de 106,5 pour la première période et 112,5 pour la deuxième période, ces taux d'inflation respectifs faibles pour ces économies de pénurie, peuvent dans le fond être des taux d'inflation décapitant, pour peu que l'on prenne en considération les revenus réels des ménages. Les prix de transport en commun dans la plupart des villes de la région ne dépassaient pas 100 francs CFA l'aller simple sur un parcours très long, par exemple la traversée de la ville capitale. Ce prix est resté inchangé pendant vingt ans. La pièce de monnaie de 100 francs CFA représentait un revenu à la portée de tout le monde. Pourtant, cette dépense eut pesé d'un poids très lourd sur certains revenus dont les détenteurs se déplacèrent presque exclusivement à pied même pour se rendre à leur travail. Ainsi, l'importance de l'inflation en économie de pénurie n'est pas dans le taux d'inflation mais dans l'inflation elle-même.

Des taux d'inflation en dessous de 15 % sont considérés en économie africaine comme relatifs à une situation d'inflation zéro. Les autorités monétaires ne se trompent pas lorsqu'elles émettent les commentaires suivants qu'une telle situation est relative à la stabilité des prix. Mais cette stabilité a pour contrepartie « l'abondance de l'offre des produits vivriers, ainsi que la modération des revenus nominaux et du maintien d'une politique monétaire prudente.»²⁷ Cette situation économique encourageante ne va pas de pair avec l'indicateur du développement humain, situé entre 0.501 - 0.600 pour les pays Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, et 0.250 - 0.400 pour la Centrafrique et le Tchad (PNUD 1998).

Tableau 2. Indice des prix à la consommation
(en glissement à fin décembre, en %)

	1996	1997	1998	1999
Cameroun	0,8	4,6	5,9	-0,5
Centrafrique	4,6	0,4	-3,0	-4,2
Congo	8,7	19,3	-4,6	6,6
Gabon	2,0	2,3	2,6	-0,8
Guinée Equatoriale	-5,6	10,6	8,0	1,0
Tchad	10,5	0,6	3,0	4,7

Source: BEAC

Quel est le taux d'indice permettant d'affirmer l'existence de l'inflation en économie traditionnelle ouverte sur l'économie moderne ? Cette question suggère une démarche différente pour l'élaboration de l'indice de prix à la consommation en économie africaine de pénuries. L'une des voies empruntables pour circonscrire au plus près possible le niveau d'inflation est celle qui procède par instrumentalisation. On se sert d'un certain nombre d'instruments préalablement élaborés. En considérant les éléments les plus déterminants que sont le revenu moyen disponible et le panier moyen domestique, indicateur élaboré par la FAO et le PNUD, on peut commencer par le calcul du ratio de

²⁷ Banque de France, Rapport Zone franc 1999, p. 84.

pouvoir d'achat, lequel est appelé à déterminer la capacité financière d'un ménage à assurer une moyenne normale de vie.

La variation du taux d'inflation n'est pas seulement une hypothèse d'école, en économie, comme l'est le raisonnement par la statique, ou encore le raisonnement par l'équilibre sur le marché, curieusement dans la pensée économique libérale, alors que cela aurait pu être une préoccupation de la pensée marxiste. Parce qu'il est risqué d'envisager une situation de marché en équilibre dans un cadre concurrentiel. Cela suppose qu'il n'y a pas de mouvements de capitaux, pas d'innovations, etc. Lorsque les pouvoirs publics ou les autorités monétaires annoncent que les prix ont reculé de tant de pourcentage, connaissant l'enjeu d'une telle annonce, ce à quoi ils s'attendent c'est que le consommateur constate sur le marché cette diminution. Elle se traduit dans la réalité par une amélioration de son revenu disponible. Et, la démarche par le ratio de pouvoir d'achat est conforme à la crainte du marché quant à l'inflation. Qu'il s'agisse de l'inflation de croissance et/ou de développement, c'est qu'à moyen terme, elle devient un facteur d'inertie économique et sociale.

L'indice des prix à la consommation ne commencera à prendre forme économique véritable que lorsque le ratio de pouvoir d'achat passera au-dessus de l'unité. Il sera alors l'expression d'une capacité de consommation réelle qui réagira véritablement sur les quantités offertes. Mais il existe par ailleurs quelques développements sur l'inflation en Afrique qui tentent d'accréditer le schéma que la faiblesse du pouvoir d'achat est aussi le facteur d'anticipation d'inflation. Comment cela peut-il se manifester sur le terrain de la pratique économique ?

b. Les anticipations d'inflation des ménages

Le calcul du ratio du pouvoir d'achat tend à infirmer l'hypothèse des anticipations des agents économiques que sont les ménages. Les anticipations, c'est-à-dire la capacité d'évaluation du futur, ne sont réelles que lorsque les ménages disposent de revenu leur permettant d'assurer les motifs keynésiens de la demande de monnaie. Aussi, s'il n'y a qu'un motif refoulé de précaution dans la demande de monnaie, les ménages sont dépourvus de facultés réelles d'anticipations. Toutefois, quelques données de l'observation tendent à relativiser cette conclusion, en insistant sur cette faculté d'anticipations chez certains ménages urbains, notamment à l'occasion des consommations conjoncturelles liées à certaines périodes festives, où ils tentent de se comporter en véritable agent économique. Il s'agit de la période des fêtes religieuses du système capitaliste occidental. La pénurie de stocks des biens conjoncturels de loisirs a tendance à susciter un comportement de prévention chez les ménages disposant de revenus substantiels. Mais cela est exceptionnel. De façon générale, il n'y a pas anticipation. Cette situation de la demande conjoncturelle révèle qu'elle n'a pas d'influence durable sur le niveau général des prix. Elle provoque par contre des poussées plus ou moins fortes sur des secteurs de marché précis, lesquelles poussées s'estompent quelque temps avant la fin de la période de l'occasion de consommation.

En conclusion, dire que la monnaie a une fonction de régulation économique, notamment pour maintenir un certain niveau appréciable de la concurrence, n'est pas plus positiviste que de soutenir que la politique monétaire est la meilleure démonstration de la volonté des Pouvoirs publics de garder leur mainmise sur le système économique national.

BIBLIOGRAPHIE

- Aglietta, M. et Orléan, A.,
La monnaie entre violence et confiance, Paris, Odile Jacob, 2002.
- Banque de France
Rapport Zone franc 1999, Paris.
- Banque de France
Rapport Zone Franc 1998, Paris.
- Bee De Dagum Estela M.
« L'inflation structurelle en Amérique latine : le cas de l'Argentine », in Tiers-monde, tome VI, n° 21, janvier-mars 1965.
- Chabert, A.,
Structure économique et théorie monétaire, Paris, A. Colin, 1956.
- Cournot, A. A.,
Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses, Paris, Dunod, 2001.
- De Mourgues, M.,
La monnaie. Système financier et théorie monétaire, Paris, Economica, 3e édition, 1993.
- Denis, H.,
La « loi de Say » sera-t-elle enfin rejetée ? Une nouvelle approche de la surproduction, Paris, Economica, 1999, 171 pages.
- Godeau
Le franc CFA : Pourquoi la dévaluation de 1994 a tout changé. Paris, SEPIA, 1995.
- Hude, H.,
Philosophie de la prospérité. Marché et Solidarité., Paris, Ed. du Prologue-Economica, 1994.
- Imed Zaiem,
« Le rôle de la situation de consommation : Choix du produit et segmentation par avantages recherchés », in La Revue des Sciences de Gestion, Direction et Gestion, n°195, Mercatique.
- Jaffré, P.,
Monnaie et Politique monétaire, Paris, Economica, 4e éd., 1996.
- Keynes, J. M.,
La pauvreté dans l'abondance, Paris, Gallimard, 2002.
- Ludwig, E. Von Mises,
L'Action humaine. Traité d'économie, Paris, PUF, 1985.
- Patat, J.-P.,
Monnaie, institutions financières et politique monétaire, Paris, Economica, 5e édition, 1993.
- Quesnay, F.,
Physiocratie, Paris, Gallimard, 1991.
- Ricardo D.
Principes de l'économie politique et de l'impôt, Paris, Calmann-Lévy, 1970.
- Rudlof, M.,
Economie monétaire nationale et développement, Paris, Cujas, 1969.
- Say, J.-B.
Cours d'économie politique, et autres essais, Paris, Flammarion, 1996.
- Say, J.-B.,
Traité d'économie politique. Paris, Calmann-Levy 1972
- Smith, A.,
Enquête sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations, Paris, PUF, 1995.
- Sowell, T.,
La Loi de Say, Paris Litec. 1991. Préface de J. Garelllo.
- Turgot
Formation et distribution des richesses, Paris, Flammarion, 1997.
- Walras, A.,
Richesse, Liberté et Société, Paris, Economica, 1990.